

Canada

CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ

STATEMENT BY
TYLER CUMMINGS
REPRESENTATIVE OF CANADA

TO THE FIRST COMMITTEE OF THE 63RD SESSION OF THE
UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

NEW YORK, 14 OCTOBER 2008

~~~~~

DÉCLARATION DE  
TYLER CUMMINGS  
REPRÉSENTANT DU CANADA

À LA PREMIÈRE COMMISSION DE LA 63<sup>E</sup> SESSION  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

NEW YORK, LE 14 OCTOBRE 2008

CANADIAN STATEMENT FOR THE THEMATIC DEBATE ON  
NUCLEAR WEAPONS IN THE FIRST COMMITTEE OF THE  
UN GENERAL ASSEMBLY

New York

October 2008

Mr. Chairman,

Canada continues to work toward a world that will one day be free of nuclear weapons.

We are under no illusions, however, of what it will take to reach this goal. It will require unwavering efforts to build consensus even when differences seem irreconcilable, discouraging States seeking nuclear weapons from realizing these ambitions, consistently urging nuclear-weapon states to fulfill their disarmament obligations, and building institutions and regimes that provide security assurances for all.

Above all, it will require courage and political will

At the heart of this endeavour is the NPT. Contrary to the opinions of those who claim that the Treaty has become ineffective, the NPT remains the most widely adhered to non-proliferation, arms control and disarmament instrument in history and has been successful in containing the spread of nuclear weapons. Although the 2005 Review Conference failed to reach consensus on a final document, we must consider that three previous NPT review conferences met the same fate. This does not necessarily constitute a "crisis" in the NPT regime.

We have seen important successes. Last year the UK announced planned reductions to its strategic nuclear arsenal, and launched, with Norway, an innovative project to determine how an eventual nuclear weapon convention could be effectively verified. The US announced that its dismantlement efforts are well ahead of schedule. This year, France invited international experts to witness the ongoing dismantlement of its military fissile material production facilities, announced further reductions in its nuclear arsenal, and set out constructive proposals for a Nuclear Disarmament Action Plan. As well, the NPT Preparatory Committee engaged in fruitful debate. Finally, since last year's session, Canada has welcomed into the CTBT a new signatory, Iraq, and five new ratifiers, the Bahamas, Barbados, Malaysia, Burundi and, most importantly, Annex 2 state Colombia whose ratification is one of the 44 required for the Treaty's entry into force.

However, maintaining optimism is not always easy. Forward movement in many multilateral fora and within international treaties has stalled. Iran remains in non-compliance with its international obligations while refusing to extend full cooperation to the International Atomic Energy Agency. Much of our multilateral disarmament diplomacy has been at a standstill for several years. The Conference on Disarmament has not been able to agree on a programme of work since 1998. Although there has been some recent progress, transparency measures by countries with nuclear weapons generally remain insufficient.

Canada notes the recent decision by the North Korea to readmit International Atomic Energy Agency (IAEA) inspectors and recommence disablement work. Canada supports a peaceful solution to the North Korean nuclear issue, and urges it to complete its disablement work in keeping with its Six Party commitments.

There are glimmering moments where optimism is renewed, but much work remains to be done. Canada's goal of CTBT entry-into-force remains frustratingly out of reach. And the prospect of an FMCT – Canada's top priority within the Conference on Disarmament – coming into effect in the near future is dishearteningly dim. As UN Secretary General Ban-Ki Moon observed earlier this year, while two thirds of the world's states are signatories to nuclear-weapon-free zone treaties, the majority of the world's population still lives in countries that possess nuclear weapons.

The road to a nuclear-weapon-free world has no short-cuts. It requires political will, coordinated steps and effective verification. Canada remains convinced that the eventual elimination of nuclear weapons – in a way that promotes international stability and based on the principle of undiminished security for all – remains an objective to which we should all aspire.

Thank you.

# DÉCLARATION DU CANADA À L'OCCASION DU DÉBAT THÉMATIQUE SUR LES ARMES NUCLÉAIRES À LA PREMIÈRE COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

New York

Octobre 2008

Monsieur le Président,

Le Canada poursuit ses efforts afin que nous puissions un jour vivre dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Toutefois, nous ne sous-estimons pas l'ampleur de la tâche. C'est ainsi qu'il faudra mener une action résolue, notamment pour : dégager un consensus, même face à des divergences en apparence inconciliables; amener des pays à renoncer à leurs ambitions nucléaires; insister constamment pour que les États dotés d'armes nucléaires s'acquittent de leurs obligations au regard du désarmement; mettre en place des institutions et des régimes qui fourniront des garanties de sécurité pour tous.

D'abord et avant tout, il faudra faire preuve de courage et mobiliser la volonté politique requise.

Et tous ces efforts doivent s'articuler autour du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Malgré l'opinion de certains, pour qui le TNP a perdu sa raison d'être, ce document demeure l'instrument de la non-prolifération, du contrôle des armements et du désarmement qui suscite toujours la plus large adhésion dans l'histoire. De même, il contribue avec succès à endiguer la prolifération des armes nucléaires. Même si, lors de la Conférence d'examen du TNP de 2005, les parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur un document final, force est cependant d'admettre que trois conférences d'examen antérieures ont connu un même sort. En conséquence, cela ne veut pas nécessairement dire que le régime institué en vertu du TNP soit « en crise ».

Nous constatons en effet des réalisations importantes. L'année dernière, le Royaume-Uni a annoncé son intention de réduire son arsenal nucléaire stratégique. De plus, en concert avec la Norvège, il a mis en œuvre un projet novateur en vue d'une vérification effective de l'application d'une convention éventuelle sur l'armement nucléaire. Pour leur part, les États-Unis ont annoncé que leurs efforts de démantèlement en cours progressaient plus vite que prévu. Cette année, la France a invité des experts internationaux à constater sur place le démantèlement en cours de ses installations de production de matières fissiles à usage militaire. Ce pays a également annoncé d'autres réductions à son arsenal nucléaire, en plus de mettre en avant des propositions constructives en

vue d'un plan d'action pour le désarmement nucléaire. De même, le Comité préparatoire du TNP a tenu un débat fructueux. Enfin, depuis la session de l'année dernière, le Canada a accueilli un nouveau signataire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), à savoir l'Iraq, et cinq nouveaux États ratificateurs, c'est-à-dire les Bahamas, la Barbade, la Malaisie et le Burundi. Mais il convient surtout de mentionner la Colombie, l'un des 44 États dont le nom figure à l'annexe 2 et dont la ratification est nécessaire pour l'entrée en vigueur du traité.

Toutefois, il n'est pas toujours facile d'être optimiste. Les progrès dans de nombreuses enceintes multilatérales, et au titre de certains traités internationaux, sont au point mort. L'Iran s'obstine à ne pas respecter ses obligations internationales en refusant de coopérer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Et, depuis plusieurs années, la diplomatie multilatérale en matière de désarmement est au point mort. La Conférence du désarmement ne parvient pas à s'entendre sur un programme de travail depuis 1998. De plus, malgré certains progrès récents, les mesures de transparence pour les États dotés d'armes nucléaires sont, en règle générale, insuffisantes.

S'agissant de la crise nucléaire nord-coréenne, le Canada prend note de la décision prise récemment par la Corée du Nord à réadmettre les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de reprendre le démantèlement de ses installations. Le Canada appelle de ses vœux une solution pacifique. Dans le même élan, il engage la RPDC à reprendre et à terminer le démantèlement de ses installations, conformément aux engagements pris dans le cadre des pourparlers à six.

Malgré certaines lueurs d'espoir, force est d'admettre qu'il reste encore beaucoup à faire. Il est en outre décevant de constater que l'un des grands objectifs du Canada, à savoir l'entrée en vigueur du TICEN, ne s'est toujours pas réalisé. De même, il est navrant de voir qu'un traité d'interdiction de la production des matières fissiles, qui figure en tête des priorités canadiennes à la Conférence du désarmement, risque peu d'entrer en vigueur prochainement. Comme l'a fait observer cette année le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban-Ki Moon, si les deux tiers des pays de la planète sont signataires des traités créant des zones exemptes d'armes nucléaires, en revanche les populations mondiales vivent encore pour la plupart dans des pays dotés d'armes nucléaires.

Il n'existe aucun raccourci sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. La volonté politique, des mesures concertées et une vérification efficace sont les seuls moyens d'y parvenir. Le Canada demeure convaincu de la nécessité de se fixer comme objectif l'élimination des armes nucléaires, de façon à promouvoir la stabilité internationale, tout en respectant le principe d'une « sécurité non diminuée pour tous ».

Merci.